certaines ne préféreraient pas la mort à la réclusion perpétuelle. En effet, cette désespérance de la réclusion définitive a quelque chose d'horrible. Il existe plusieurs manières de tuer un homme. On peut le tuer par le mépris, par toutes sortes de pressions morales dont certaines sont peut-être plus difficiles à supporter, plus douloureuses encore que la mort elle-même.

La sécurité de la société n'exige pas que l'on s'arroge le droit de tuer dans le calme, au nom d'un certain ordre social. Mais je pense, avec M. le rapporteur, que devra très rapidement s'ouvrir devant le Parlement — et le plus tôt sera le mieux — un vaste débat sur la réforme du code pénal et sur l'échelle des peines.

Problème de société, disais-je, parce que le pari sur l'homme s'exprime au moment des choix les plus difficiles, les plus contestables. Et si le criminel, lui, ne s'est pas posé le problème d'autrui, le législateur a le devoir politique et moral de se le poser. Le criminel qui a tué soulève notre réprobation, notre colère. Le sanctionner et protéger la société ne doit pas conduire à exaspérer la violence. En acceptant la peine de mort, nous entretenons l'illusion tragique, dangereuse, que la mort punit la mort et nous exaspérons le cycle de la violence.

C'est, en effet, d'un difficile et nécessaire combat contre la violence qu'il s'agit. C'est un combat en même temps contre le racisme, l'esclavage, la torture, la drogue, mais qui doit aussi, et c'est pour moi une question très difficile, nous conduire à nous interroger sur la fabrication des armes, et notamment de la bombe à neutrons. Quelles que soient les circonstances qui conduisent un pays à assurer sa propre défense, comment accepter de sang-froid l'idée que l'on ait pu envisager une bombe qui détruirait les hommes tout en épargnant le matériel ? Un champ plus large s'ouvre ainsi à notre réflexion.

Cette réflexion sur la peine de mort est, j'espère m'être bien fait comprendre, essentiellement une réflexion philosophique. Qu'est-ce que l'homme, qui en juge et au nom de quoi ? Pour Camus, plusieurs fois cité dans cette enceinte — ce dont je m'en réjouis, car quel homme de devoir et d'exemple il était, à qui nous ne nous référerons jamais assez — le vieux problème philosophique, le seul peut-être qui soit sérieux, était celui du suicide.

Un orateur de l'opposition — je crois que c'était M. Julia — a parlé de suicide indirect. Songeait-il aux grévistes de la faim irlandais ? Pourquoi ne pas songer aussi au problème de l'euthanasie ? L'homme a-t-il le choix de sa propre mort ? Je me garderai de répondre aujourd'hui à cette question, mais ce qui m'apparaît clair, c'est qu'aucun homme n'a le droit de choisir la mort de l'autre.

En acceptant la peine de mort, nous contribuons d'une certaine façon au refus du respect de la vie. En votant l'abolition, nous affirmons au contraire notre volonté rigoureuse de lutter contre toutes les formes d'atteinte à la vie d'autrui.

En conclusion, je rappellerai les propos que tenait hier un orateur de l'opposition, M. Philippe Séguin. Celui-ci déclarait en substance : « L'opinion recevra mal notre vote. Notre décision sera frappée d'une terrible précarité. La tentation pour un prochain gouvernement de revenir sur cette décision n'est pas exclue. » En ce qui nous concerne, nous prenons date devant l'opinion publique, et c'est devant elle que nous engageons ce difficile combat. Combat culturel, car il nous faut maintenant gagner les esprits. Nous allons déblayer la voie, mais, quelles que soient la rigueur de notre pensée et la volonté qui nous anime, nous ne suffirons pas à la tâche. Nous aurons besoin de la presse, des médias, des associations, de tous ceux qui, de près ou de loin, ou bien ont déjà pris parti pour l'abolition de la peine de mort, ou bien s'interrogent encore. C'est à eux que nous devons faire appel, en leur demandant de réfléchir avec nous et de s'engager devant l'opinion pour mieux l'éclairer sur la gravité de ce problème.

Voilà, mes chers collègues, l'intérêt, à mon avis, de ce vaste débat devant l'opinion publique, qu'il importait d'engager et qu'il va falloir poursuivre longtemps avec persévérance et énergie. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. M. le Président de la République est formellement hostile à l'existence de la peine de mort dans notre code pénal, comme à son application.

Il aurait pu se contenter de faire obstacle aux exécutions capitales puisqu'aux termes de l'article 17 de notre Constitution, il dispose du « droit de faire grâce ».

Mais, M. le Président de la République veut également extirper de notre droit toute référence à une peine dont il refuse l'existence même.

M. le Premier ministre est donc hostile à l'existence de la peine de mort.

Monsieur le garde des sceaux, vous êtes vous-même hostile à la peine de mort. Vous n'avez certes pas attendu d'occuper les hautes fonctions qui sont actuellement les vôtres pour afficher votre conviction sur ce point. Et vous devez en grande partie la notoriété de votre immense talent à la performance — à vrai dire remarquable — d'avoir sauvé de la guillotine des criminels qui avaient commis les plus horribles des assassinats.

En ce qui vous concerne, on peut donc dire qu'en dehors de tous les mérites personnels qui sont les vôtres par ailleurs, votre position clairement affichée sur la peine de mort faisait partie du profil de carrière nécessaire au garde des sceaux du gouvernement de M. Mauroy, quel qu'il dût être, dont tous les membres, socialistes, communistes et autres, sont également hostiles à l'existence de la peine de mort dans notre droit, comme le sont d'ailleurs tous les membres du groupe socialiste, et tous les membres du groupe communiste, en dépit des positions du syndicat C. G. T. des personnels pénitentiaires.

Il s'agit, en fait, d'une belle démonstration d'unanimité politique et, tout à l'heure, lorsque nous voterons, pas une voix ne manquera au projet du Gouvernement de ce côté-là de l'Assemblée, comme il n'a manqué aucune voix au collectif budgétaire de juillet dernier, comme il n'a manqué aucune voix au projet de loi d'amnistie malgré les étranges dispositions dont il était assorti, comme il n'a manqué aucune voix au projet de loi abrogeant la loi Sauvage, comme il ne manquera demain aucune voix au projet de loi de nationalisation, au projet de loi fiscal qui pénalisera l'outil de travail, au projet de budget et à tous les textes marqués de « l'état de grâce » que l'Assemblée devra examiner au pas de charge en session ordinaire comme en session extraordinaire.

Pour nous autres, de ce côté-ci de l'Assemblée, les choses sont moins simples car aucun d'entre nous n'est frappé comme vous par la grâce. C'est notre seule conscience personnelle, ce sont nos seules convictions qui nous guideront tout à l'heure lors du vote que nous allons émettre. Et ce n'est pas à travers les instances d'un parti que nous devons rendre compte à nos électeurs du vote que nous aurons émis car, respectueuses du caractère sacré de notre liberté de pensée, les instances politiques auxquelles nous avons choisi d'appartenir nous laissent entièrement libres, je devrais dire entièrement responsables, de la position que nous prendrons.

Et c'est pourquoi il m'a paru si essentiel de disposer des cinq minutes qui m'ont été octroyées dans ce débat et qui me paraissent plus précieuses que les trois heures accordées au groupe socialiste pour répéter que le Gouvernement a toujours raison.

M. René Rouquet. Qu'avez-vous fait pendant vingt-trois ans ?

M. Gilbert Gantier. « Tu ne tueras point », disent les écritures, et c'est cela que nous devons traduire en actes politiques car, comme l'écrit Emmanuel Kant dans *La Paix perpétuelle*, « la vraie politique ne peut faire un pas avant d'avoir rendu hommage à la morale ».

Mais quelle morale ?

Je ne prétends pas, en quelques instants, apporter des éléments nouveaux à un débat qui dure depuis des siècles. Je me bornerai donc à trois observations.

Première observation : la plupart des Etats dits « avancés » politiquement et moralement ont certes aboli la peine de mort. Mais il en est où un reflux est amorcé, notre rapporteur a l'élégance de le signaler. Il en est d'autres où la peine de mort est toujours bannie mais où, dans des cas heureusement exceptionnels, certains criminels se suicident fort opportunément pour rassurer la société sur son avenir. Ne soyons pas hypocrites et ne risquons pas de remplacer un jugement rendu par une cour d'assises par une décision prise par un Gouvernement, par un ministre de l'intérieur, voire par un haut fonctionnaire de la police.

Deuxième observation : si l'on regarde les chiffres, l'arithmétique est contre l'abolition. Il apparaît, en effet, que, au cours du dernier quart de siècle, le nombre des assassins qui auraient dû avoir la tête tranchée dans notre pays et qui ont bénéficié d'une mesure de grâce est inférieur à celui des innocents qu'ils ont assassinés par la suite. On a donc échangé un nombre plus élevé d'innocents contre un nombre moins élevé de coupables.

Troisième et dernière observation : la société à laquelle nous appartenons a non seulement le droit mais aussi le devoir de se protéger et de protéger les individus qui la composent, faute de quoi elle faillirait à ses obligations. Cela doit la conduire à prendre toutes les mesures de protection qui s'imposent, lorsque le risque apparaît réel.